

CELESTE

Rapport VSME 2025

Rapport généré avec Portail RSE



Dans un contexte de transition économique, sociale et environnementale accélérée, notre entreprise est consciente de la nécessité de renforcer la transparence de ses pratiques et de structurer sa démarche de durabilité. Le VSME, Voluntary Sustainability Reporting Standard for SMEs, offre un cadre volontaire de référence permettant aux petites et moyennes entreprises de formaliser et de communiquer leurs engagements, leurs impacts et leurs progrès en matière de durabilité.

Ce rapport s'inscrit dans cette dynamique. Il a pour objectif de présenter de manière structurée les pratiques, politiques et indicateurs clés de notre entreprise en matière environnementale, sociale et de gouvernance (ESG), en tenant compte de sa taille, de son modèle économique et de ses enjeux spécifiques. Au-delà d'un exercice de reporting, ce document constitue un outil de pilotage interne, de dialogue avec nos parties prenantes et de valorisation des actions engagées.

En s'appuyant sur le cadre VSME, notre entreprise adopte une approche proportionnée, pragmatique et progressive de la durabilité. Ce rapport reflète l'état actuel de notre démarche, identifie les principaux risques et opportunités liés aux enjeux ESG, et met en lumière les priorités stratégiques définies pour les années à venir. Il constitue une base de référence appelée à évoluer dans le temps, au rythme de la maturité de notre organisation et des évolutions de son environnement économique et réglementaire.



Informations générales

B1 Base d'établissement

B2 Pratiques, politiques et initiatives futures pour une transition vers une économie plus durable

C1 Stratégie : modèle économique et initiatives liées à la durabilité

C2 Description des pratiques, des politiques et des initiatives futures pour une transition vers une économie plus durable



Environnement

B3 Énergie et émissions de gaz à effet de serre

B4 Pollution de l'air, de l'eau et des sols

B5 Biodiversité

B6 Eau

B7 Utilisation des ressources, économie circulaire et gestion des déchets

C3 Cibles de réduction des émissions de GES et transition climatique

C4 Risques climatiques



Social

B8 Effectifs : caractéristiques générales

B9 Effectifs : santé et sécurité

B10 Effectifs : rémunération, négociation collective et formation

C5 Caractéristiques supplémentaires (générales) des effectifs

C6 Informations complémentaires sur les effectifs de l'entreprise – Politiques et procédures en matière de droits de l'homme

C7 Incidents graves en matière de droits de l'homme



Gouvernance

B11 Condamnations et amendes en matière de lutte contre la corruption et les actes de corruption

C8 Recettes de certains secteurs et exclusion des indices de référence de l'UE

C8 Recettes de certains secteurs et exclusion des indices de référence de l'UE

C9 Ratio femmes/hommes au sein de l'organe de gouvernance



Informations générales

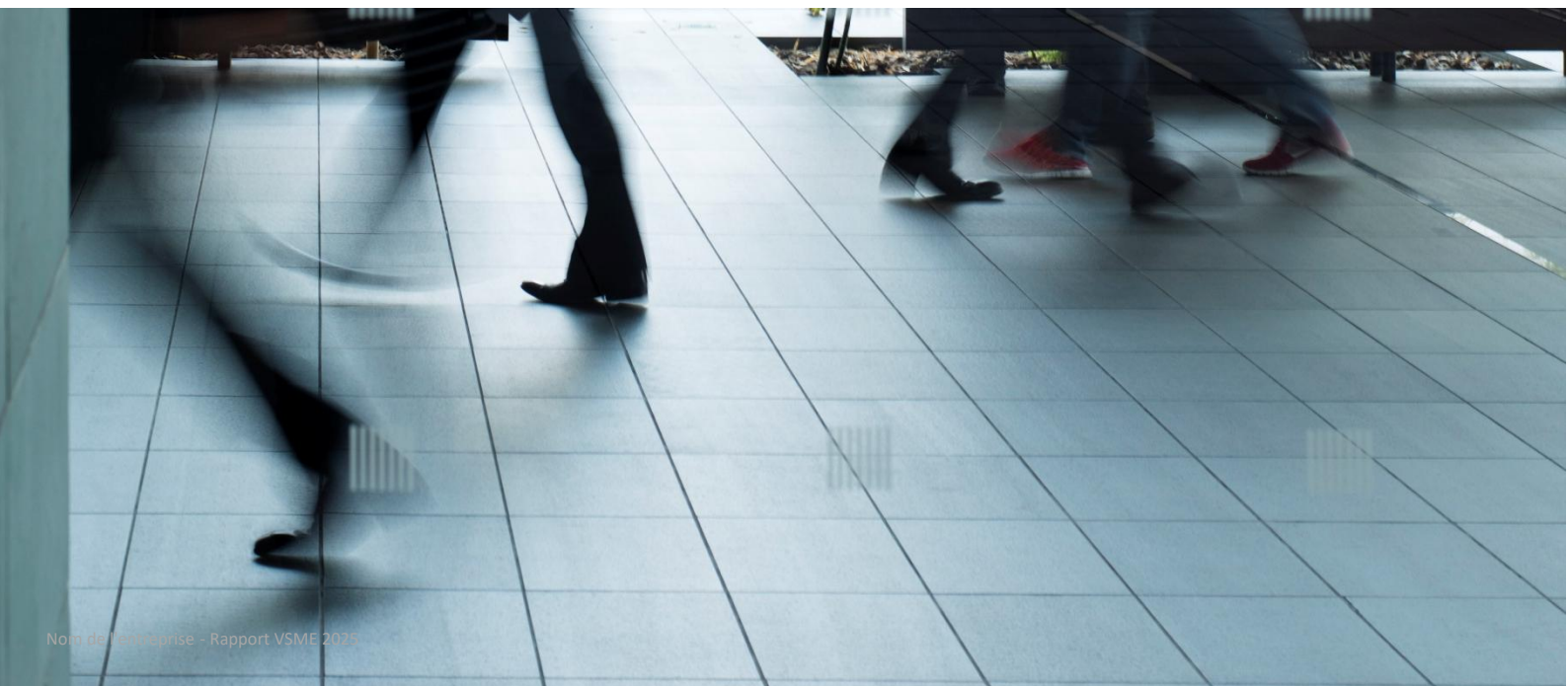
B1 Base d'établissement

B2 Pratiques, politiques et initiatives futures pour une transition vers une économie plus durable

C1 Stratégie : modèle économique et initiatives liées à la durabilité

C2 Description des pratiques, des politiques et des initiatives futures pour une transition vers une économie plus durable

Cette première partie présente les éléments de contexte nécessaires à la compréhension du profil de notre entreprise. Ce socle descriptif permet de situer les données et indicateurs présentés dans les autres parties, d'en assurer la cohérence et de garantir une lecture claire et proportionnée des métriques communiquées.



**B1** Base d'établissement

Choix du module
Module complet

Type de périmètre
Base consolidée

Forme juridique
Société par actions simplifiée (SAS)

Code(s) NACE
Activités de télécommunications filaires, sans fil et satellitaires, Activités de revente de télécommunications et activités de service d'intermédiation pour les télécommunications, Autres activités de télécommunications

Pays d'exercice
FRANCE

Total du bilan (en euros)
458 994 000 euros

Chiffre d'affaires (en euros)
78 817 000 euros

Nombre de salariés
327.31 salariés

Coopérative
NON



B1 Base d'établissement

Liste des filiales incluses dans le rapport

Nom de la filiale	Adresse légale	Pays	Code postal	Commentaires
oceanet technology	2, Impasse Joséphine Baker, 44800 Saint- Herblain	FRANCE	44800	



B1 Base d'établissement

Liste des sites

Numéro ID	Nom du site	Adresse	Code postal	Ville	Pays	Géolocali-sation
1	Siège Champs	20 rue Albert einstein	77420	CHAMPS SUR MARNE (77420)	FRANCE	[48.835369,2.588748]
2	St Herblain	2, impasse Joséphine baker	44800	SAINT HERBLAIN	FRANCE	[47.2311477,1.63069057]
3	Noyon	Inovia bâtiment 4, chemin de crisolles	60400	GENVRY	FRANCE	[49.597006,3.004305]
4	Aix	Europarc de pichaury bat b4 1330 av JRG de la Lauzière	13080	Aix-en-Provence	FRANCE	[43.477852,5.372374]
6	Valbonne	245 route des lucioles	06560	Valbonne	FRANCE	[43.614536,7.04742]
7	Asnières	27 rue Gilbert Rousset	92600	Asnières-sur-Seine	FRANCE	[48.922768,2.280406]
8	Albi	1 avenue pierre-gilles de Gennes	81000	Albi	FRANCE	[43.918937,2.181225]
9	Lyon	Batiment a 213 rue de Gerland	69007	Lyon	FRANCE	[45.726931,4.837887]
10	Argonay	439 route de l'aigliere	74370	Argonay	FRANCE	[45.936919,6.143133]



B1 Base d'établissement

Certifications ou labels en matière de durabilité

Nom du label ou certification	Émetteur	Date d'obtention	Score ou niveau atteint	Commentaire
LABEL ENGAGE RSE	AFNOR	2025-12-22	confirmé	



B2 Pratiques, politiques et initiatives futures pour une transition vers une économie plus durable

Participation effective à la gouvernance

Cet indicateur n'est pas applicable car la forme juridique renseignée par l'entreprise n'est pas une coopérative.

Investissement dans l'économie sociale (en euros)

Cet indicateur n'est pas applicable car la forme juridique renseignée par l'entreprise n'est pas une coopérative.

Limites statutaires à la distribution des profits

Cet indicateur n'est pas applicable car la forme juridique renseignée par l'entreprise n'est pas une coopérative.



B2 Pratiques, politiques et initiatives futures pour une transition vers une économie plus durable

Déclaration des pratiques et politiques de durabilité

Enjeux de durabilité	Des pratiques/ politiques sont mises en œuvre ou envisagées	Elles sont accessibles au public	Des cibles ont été fixées
Changement climatique	OUI	OUI	OUI
Pollution	NON	NON	NON
Eau et ressources aquatiques et marines	NON	NON	NON
Biodiversité et écosystèmes	OUI	OUI	NON
Économie circulaire	OUI	OUI	OUI
Personnel propre à l'entreprise	OUI	OUI	OUI
Travailleurs dans la chaîne de valeur	OUI	OUI	OUI
Communautés affectées	NON	NON	NON
Consommateurs et utilisateurs finaux	NON	NON	NON
Conduite des affaires et lutte contre la corruption	OUI	OUI	OUI



C1 Stratégie : modèle économique et initiatives liées à la durabilité

Produits et services proposés

CELESTE est un opérateur dédié aux entreprises et fournis des solutions de :

- Connexion & accès internet
- Interconnexions de sites
- Hébergement & cloud
- Sécurité des réseaux
- Cybersécurité
- Téléphonie mobile
- Téléphonie fixe

Marchés sur lesquels l'entreprise exerce ses activités

CELESTE exerce son activité sur plusieurs marchés, principalement auprès des professionnels : PME, ETI, secteur public et réseau de revendeurs.



C1 Stratégie : modèle économique et initiatives liées à la durabilité

Principales relations d'affaires

CELESTE bénéficie d'une présence sur l'ensemble du territoire français grâce à ses agences situées à Nantes, Albi, Valbonne, Aix-en-Provence, Lyon, Grenoble, Noyon et Champs-sur-Marne. L'entreprise entretient principalement des relations avec des clients professionnels. CELESTE privilégie, lorsque cela est possible, des collaborations avec des ESAT et des entreprises adaptées pour certains services comme les goodies notamment. Elle soutient également des associations et organismes locaux à travers des dons réalisés à l'occasion de certains événements RSE.

Éléments clés liés aux enjeux de durabilité

La stratégie RSE de CELESTE a été élaborée en 2023 à la suite d'une analyse de matérialité menée avec l'implication de l'ensemble de nos parties prenantes. Une matrice de double matérialité a été réalisée fin 2025.

Cette démarche a permis d'identifier quatre piliers majeurs déclinés en 14 enjeux prioritaires sur chacun des piliers :

- **Environnement** (efficacité énergétique, trajectoire de décarbonation, éco-conception et gestion durable des ressources et des déchets)
- **Gouvernance** (Ethique des affaires, Dialogue avec les parties prenantes, Achats responsables),
- **Social** (Santé, sécurité et bien-être des collaborateurs, Développement de leur expertise, Diversité et égalité professionnelle , Attractivité et engagement des collaborateurs),
- **Qualité de service** (Relation et satisfaction clients, Cybersécurité et souveraineté des données, Infrastructure fiable et durable)



C2 Description des pratiques, des politiques et des initiatives futures pour une transition vers une économie plus durable

Description des pratiques et politiques de durabilité (1/5)

Enjeux de durabilité	Description des pratiques, politiques ou initiatives futures	Description des cibles définies	Niveau hiérarchique le plus élevé responsable de la mise en œuvre des politiques
Changement climatique	Trajectoire de décarbonation avec la réalisation d'un bilan carbone annuel depuis 2021. Sensibilisation des collaborateurs à notre bilan carbone Contrats d'énergie renouvelable Panneaux solaires sur deux agences afin d'améliorer l'efficacité énergétique. 2 de nos data centers bénéficient également d'une haute performance environnementale grâce à l'utilisation de la technologie de free-cooling. Politique de déplacements professionnels Forfait mobilité durable Electrification de la flotte de véhicules	CELESTE s'est fixé une trajectoire climat ambitieuse et a validé ses objectifs de réduction d'émissions de CO2 par l'initiative Science Based Targets (SBTi) en 2024, sur le périmètre France : Réduire de 42% des émissions des scopes 1 et 2 entre 2022 et 2030 Réduire les émissions du scope 3	Equipe RSE
Pollution	Non matériel	Non matériel	Non matériel



C2 Description des pratiques, des politiques et des initiatives futures pour une transition vers une économie plus durable

Description des pratiques et politiques de durabilité (2/5)

Enjeux de durabilité	Description des pratiques, politiques ou initiatives futures	Description des cibles définies	Niveau hiérarchique le plus élevé responsable de la mise en œuvre des politiques
Eau et ressources aquatiques et marines	Non matériel	Non matériel	Non matériel
Biodiversité et écosystèmes	Introduction depuis 2021 à l'éco pâturage sur le site d'Albi Ruche dans deux de nos agences avec des collaborateurs formés pour s'en occuper	X	X



C2 Description des pratiques, des politiques et des initiatives futures pour une transition vers une économie plus durable

Description des pratiques et politiques de durabilité (3/5)

Enjeux de durabilité	Description des pratiques, politiques ou initiatives futures	Description des cibles définies	Niveau hiérarchique le plus élevé responsable de la mise en œuvre des politiques
Économie circulaire	Reconditionnement des équipements télécoms Traitements des déchets d'équipements électriques et électroniques	100% de recyclage des DEEE	X
Personnel propre à l'entreprise	Politique santé et sécurité Développement de l'expertise des collaborateurs avec un catalogue de formations Attractivité des collaborateurs avec la mise en place d'animations RSE tout au long de l'année	X	X



C2 Description des pratiques, des politiques et des initiatives futures pour une transition vers une économie plus durable

Description des pratiques et politiques de durabilité (4/5)

Enjeux de durabilité	Description des pratiques, politiques ou initiatives futures	Description des cibles définies	Niveau hiérarchique le plus élevé responsable de la mise en œuvre des politiques
Travailleurs dans la chaîne de valeur	respects droits de l'Homme et du citoyen	X	X
Communautés affectées	Collaboration, dans la mesure du possible, avec des entreprises locales et des ESAT afin de favoriser une démarche responsable et inclusive. Soutien à plusieurs associations locales à travers des dons, notamment La Cravate Solidaire, la Croix-Rouge, la Ligue contre le cancer et l'Institut Curie.	X	X



C2 Description des pratiques, des politiques et des initiatives futures pour une transition vers une économie plus durable

Description des pratiques et politiques de durabilité (5/5)

Enjeux de durabilité	Description des pratiques, politiques ou initiatives futures	Description des cibles définies	Niveau hiérarchique le plus élevé responsable de la mise en œuvre des politiques
Consommateurs et utilisateurs finaux	X	X	x
Conduite des affaires et lutte contre la corruption	évaluation des principaux fournisseurs sur des critères RSE Code de conduite fournisseur Charte éthique Formation anti-corruption pour les collaborateurs Réfèrent anti-corruption	X	X



Environnement

B3 Énergie et émissions de gaz à effet de serre

B4 Pollution de l'air, de l'eau et des sols

B5 Biodiversité

B6 Eau

B7 Utilisation des ressources, économie circulaire et gestion des déchets

C3 Cibles de réduction des émissions de GES et transition climatique

C4 Risques climatiques

Les métriques environnementales constituent un pilier essentiel du reporting VSME pour notre entreprise, car elles permettent d'évaluer de manière structurée les impacts, les risques et les opportunités liés à nos activités. Elles offrent une base factuelle pour suivre notre performance environnementale dans le temps, comparer les résultats et orienter nos décisions stratégiques.



**B3 Énergie et émissions de gaz à effet de serre**

Consommation d'électricité

	Renouvelable (en MWh)	Non renouvelable (en MWh)	Total (en MWh)
Consommation d'énergie	9102	1144.09	10246.09

Consommation de combustibles

	Renouvelable (en MWh)	Non renouvelable (en MWh)	Total (en MWh)
Consommation d'énergie	1.72	515.29	517.01

Estimation des émissions brutes de GES des scopes 1 et 2

	Scope 1 (en teqCO ₂)	Scope 2 basé sur la localisation (en teqCO ₂)	Total (en teqCO ₂)
Émissions brutes	178	118	296

Intensité des GES

0.000003755534973419439968534706979



B3 Énergie et émissions de gaz à effet de serre

Estimation des émissions brutes de GES de scope 3

	Émissions brutes de GES (en teqCO ₂)
1. Biens et services achetés	5326
2. Biens d'investissement	1744
3. Activités relevant des secteurs des combustibles et de l'énergie	155
4. Transport et distribution en amont	57.4
5. Déchets produits lors de l'exploitation	10.7
6. Voyages d'affaires	56.1
7. Déplacements domicile-travail des salariés	343
8. Actifs loués en amont	0
9. Acheminement en aval	0
10. Transformation des produits vendus	0
11. Utilisation des produits vendus	0.47
12. Traitement en fin de vie des produits vendus	0.01
13. Actifs loués en aval	160
14. Franchises	0
15. Investissements	0

Total des émissions brutes de GES de scope 3

	Émissions brutes de GES (en teqCO ₂)
Total du scope 3	7852.68
Total des scopes , 2 (basé sur la localisation) et 3	8148.68



B4 Pollution de l'air, de l'eau et des sols

Pollution de l'air

Non pertinent



B4 Pollution de l'air, de l'eau et des sols

Pollution de l'eau

Non pertinent



B4 Pollution de l'air, de l'eau et des sols

Pollution des sols

Non pertinent



B5 Biodiversité

Sites situés dans les zones sensibles sur le plan de biodiversité

L'entreprise ne dispose pas de sites situés dans ou à proximité de zones sensibles sur le plan de la biodiversité.



B5 Biodiversité

Affectation des terres

Non pertinent



B6 Eau

Total des prélèvements d'eau sur l'ensemble des sites (en m³)
0 m3

Total des prélèvements d'eau sur les sites situés dans les zones soumises à un stress hydrique élevé (en m³)
0 m3

Consommation d'eau (en m³)
1028.5 m3



B7 Utilisation des ressources, économie circulaire et gestion des déchets

Description des principes de l'économie circulaire

Dans une démarche d'économie circulaire, CELESTE prolonge la durée de vie de ses équipements télécoms afin de limiter les achats et réduire les déchets. Dans son atelier de reconditionnement à Valbonne, chaque matériel est testé sur plusieurs critères (alimentation, réseau, performances) pour être réutilisé.

Les DEEE (Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques), issus de CELESTE et de ses clients, sont collectés et traités par l'éco-organisme Ecologic, qui en assure la dépollution et la valorisation.

CELESTE agit aussi pour réduire son impact en limitant les emballages, en utilisant des cartons adaptés et certifiés FSC, ainsi que du papier recyclé pour les impressions, avec un suivi individuel pour chaque collaborateur. Enfin, dans une logique de réemploi, les ordinateurs internes sont reconditionnés puis redistribués aux salariés via une loterie solidaire.



B7 Utilisation des ressources, économie circulaire et gestion des déchets

Classification des déchets (1/2)

N°	Type de déchets
01	Déchets provenant de l'exploration et de l'exploitation des mines et des carrières ainsi que du traitement physique et chimique des minéraux
02	Déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche ainsi que de la préparation et de la transformation des aliments
03	Déchets provenant de la transformation du bois et de la production de panneaux et de meubles, de pâte à papier, de papier et de carton
04	Déchets provenant des industries du cuir, de la fourrure et du textile
05	Déchets provenant du raffinage du pétrole, de la purification du gaz naturel et du traitement pyrolytique du charbon
06	Déchets des procédés de la chimie minérale
07	Déchets des procédés de la chimie organique
08	Déchets provenant de la fabrication, de la formulation, de la distribution et de l'utilisation (FFDU) de produits de revêtement (peintures, vernis et émaux vitrifiés), mastics et encres d'impression
09	Déchets provenant de l'industrie photographique
10	Déchets provenant de procédés thermiques



B7 Utilisation des ressources, économie circulaire et gestion des déchets

Classification des déchets (2/2)

N°	Type de déchets
11	Déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux, et de l'hydrométallurgie des métaux non ferreux
12	Déchets provenant de la mise en forme et du traitement physique et mécanique de surface des métaux et matières plastiques
13	Huiles et combustibles liquides usagés (sauf huiles alimentaires et huiles figurant aux chapitres 05, 12 et 19)
14	Déchets de solvants organiques, d'agents réfrigérants et propulseurs (sauf chapitres 07 et 08)
15	Emballages et déchets d'emballages ; absorbants, chiffons d'essuyage, matériaux filtrants et vêtements de protection non spécifiés ailleurs
16	Déchets non décrits ailleurs sur la liste
17	Déchets de construction et de démolition (y compris déblais provenant de sites contaminés)
18	Déchets provenant des soins médicaux ou vétérinaires et/ou de la recherche associée (sauf déchets de cuisine et de restauration ne provenant pas directement des soins médicaux)
19	Déchets provenant des installations de gestion des déchets, des stations d'épuration des eaux usées hors site et de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine et d'eau à usage industriel
20	Déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations), y compris les fractions collectées séparément

**B7** Utilisation des ressources, économie circulaire et gestion des déchets

Gestion des déchets

Type	Nom	Dangereu x	Total des déchets produits (en tonnes)	Dont déchets orientés vers le recyclage ou la réutilisation (en tonnes)	Dont déchets éliminés (en tonnes)
16	DEEE	OUI	17.766	17.766	0
20	DIB	NON	25.503	0	25.503



B7 Utilisation des ressources, économie circulaire et gestion des déchets

Flux massique annuel des matières pertinentes utilisées

L'entreprise n'exerce pas d'activité dans un secteur utilisant des flux de matières importants (fabrication, construction, emballage ou autres).



C3 Cibles de réduction des émissions de GES et transition climatique

Année de référence
2022

Année cible
2030

Cibles de réduction des émissions de GES des scopes 1 et 2

	Année de référence (en teqCO ₂)	Année cible (en teqCO ₂)	Réduction en %	Principales actions prévues
Scope 1	267	178	-33.3%	Renouvellement de la flotte automobile en hybrides et électrique
Scope 2 basé sur la localisation	192	21	-89.1%	Objectif basé sur le marché : - fourniture en électricité renouvelable - installation de panneaux solaires
Total	459	199	-56.6%	



C3 Cibles de réduction des émissions de GES et transition climatique

Cibles de réduction des émissions de GES du scopes 3

	Année de référence (teqCO ₂)	Année cible (teqCO ₂)	Réduction en %	Principales actions prévues
1. Biens et services achetés	7868	4855	-38.3%	
2. Biens d'investissement	5141	3972	-22.7%	
3. Activités relevant des secteurs des combustibles et de l'énergie	58	205	253.4%	
4. Transport et distribution en amont	21	41	95.2%	
5. Déchets produits lors de l'exploitation	0	8	0 %	
6. Voyages d'affaires	6	345	5650.0%	
7. Déplacements domicile-travail des salariés	397	434	9.3%	
8. Actifs loués en amont	0	0	0 %	



C3 Cibles de réduction des émissions de GES et transition climatique

Cibles de réduction des émissions de GES du scopes 3

	Année de référence (teqCO ₂)	Année cible (teqCO ₂)	Réduction en %	Principales actions prévues
9. Acheminement en aval	0	0	0 %	
10. Transformation des produits vendus	0	0	0 %	
11. Utilisation des produits vendus	2.3	4.5	95.7%	
12. Traitement en fin de vie des produits vendus	0	0	0 %	
13. Actifs loués en aval	438	472	7.8%	
14. Franchises	0	0	0 %	
15. Investissements	0	0	0 %	

Cumul des cibles de réduction des émissions de GES

	Année de référence (teqCO ₂)	Année cible (teqCO ₂)	Réduction en %
Total du scope 3	13931.3	10336.5	-25.8%
Total des scopes 1, 2 (basé sur la localisation) et 3	14390.3	10535.5	-26.8%



C3 Cibles de réduction des émissions de GES et transition climatique

Description du plan de transition climatique

Notre stratégie Climat 2022-2030

En janvier 2024, la SBTi a validé les objectifs de réduction d'émissions GES de CELESTE, périmètre France, pour les scopes 1 & 2.

Une grande partie de nos émissions indirectes (scope 3 notamment) sont issues de données monétaires, moins précises que les données physiques. La fiabilisation des données est donc un axe de travail prioritaire afin d'identifier plus finement les postes les plus émetteurs de GES.

- CELESTE s'est fixé une trajectoire climat ambitieuse et a validé ses objectifs de réduction d'émissions de CO2 par l'initiative Science Based Targets (SBTi) :

--> Réduire de 42% des émissions des scopes 1 et 2 entre 2022 et 2030

--> Réduire les émissions du scope 3.

Pour atteindre ces objectifs ambitieux, CELESTE déploie sa stratégie climat autour de 3 axes :

Implication de la chaîne de valeur via une politique d'achats responsables

La performance énergétique des réseaux, infrastructures et bâtiments

Optimisation de la flotte de véhicules et des déplacements professionnels



C3 Cibles de réduction des émissions de GES et transition climatique

Contribution du plan de transition climatique à la réduction des émissions de GES

Pour atteindre ces objectifs ambitieux, CELESTE déploie sa stratégie climat autour de 3 axes :

Implication de la chaîne de valeur via une politique d'achats responsables

La performance énergétique des réseaux, infrastructures et bâtiments

Optimisation de la flotte de véhicules et des déplacements professionnels

Année prévue d'adoption d'un plan de transition climatique
2025



C4 Risques climatiques

Impacts financiers potentiels des risques climatiques

Cet indicateur n'est pas applicable car l'entreprise n'a pas renseigné de risque climatique dans l'indicateur « Aléas et risques climatiques recensés » de C4.



Social

B8 Effectifs : caractéristiques générales

B9 Effectifs : santé et sécurité

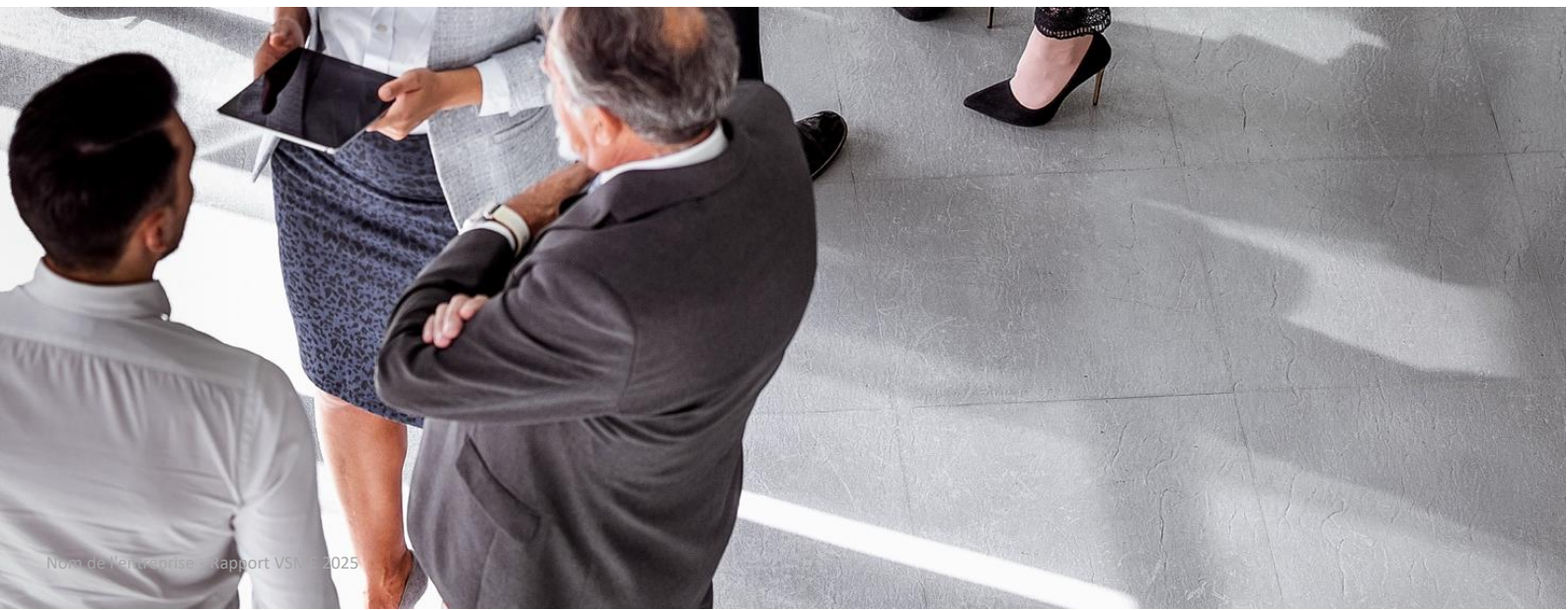
B10 Effectifs : rémunération, négociation collective et formation

C5 Caractéristiques supplémentaires (générales) des effectifs

C6 Informations complémentaires sur les effectifs de l'entreprise – Politiques et procédures en matière de droits de l'homme

C7 Incidents graves en matière de droits de l'homme

Les métriques sociales permettent d'appréhender de manière structurée la façon dont notre entreprise gère et développe son capital humain. En apportant des éléments factuels et comparables, ces indicateurs contribuent à évaluer nos pratiques, à identifier les axes de progrès et à démontrer notre engagement en faveur de conditions de travail responsables et d'un impact social positif.



**B8 Effectifs : caractéristiques générales****Effectifs par type de contrat**

Type de contrat	Nombre de salariés
Contrat permanent	317.31
Contrat temporaire	10

Effectifs par genre

Genre	Nombre de salariés
Hommes	229.21
Femmes	98.1
Autres	0
Non communiqué	0

Taux de rotation du personnel**14.9 %**



Informations générales

Environnement

Social

Gouvernance



B8 Effectifs : caractéristiques générales

Effectifs par pays

Pays	Nombre de salariés
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-



B9 Effectifs : santé et sécurité

Nombre d'accidents du travail

8

Taux d'accidents du travail comptabilisables

14

Nombre de décès dus à des accidents du travail

0



B10 Effectifs : rémunération, négociation collective et formation

Respect du salaire minimum applicable
OUI

Rémunération horaire brute moyenne des
salariés hommes en euros
0 euros/heure

Rémunération horaire brute moyenne des
salariés femmes en euros
0 euros/heure

Écart en pourcentage entre la rémunération des salariés hommes et des salariés femmes
0 %

Nombre de salariés couvert par des conventions collectives
327.31 salariés

Part de salariés couverts par des conventions collectives
Entre 80 et 100%

**B10** Effectifs : rémunération, négociation collective et formation

Nombre moyen d'heures de formation par genre

Genre	Total des heures de formation suivies par les salariés de ce genre	Nombre moyen d'heures de formation
Hommes	0 heures	0 heures/salarié
Femmes	0 heures	0 heures/salarié
Autres	0 heures	0 heures/salarié
Non communiqué	706 heures	n/a



C5 Caractéristiques supplémentaires (générales) des effectifs

Nombre de salariés hommes occupant des postes de direction

8

Nombre de salariées femmes occupant des postes de direction

1

Ratio femmes/hommes au niveau de l'encadrement

0.12

Total des travailleurs indépendants sans personnel qui travaillent exclusivement pour l'entreprise

Non pertinent

Total des travailleurs temporaires mis à disposition par des entreprises exerçant principalement des activités liées à l'emploi

Non pertinent



C6 Informations complémentaires sur les effectifs de l'entreprise – Politiques et procédures en matière de droits de l'homme

La politique de l'entreprise couvre-t-elle le travail des enfants ?

OUI

La politique de l'entreprise couvre-t-elle le travail forcé ?

OUI

La politique de l'entreprise couvre-t-elle la traite des êtres humains ?

OUI

La politique de l'entreprise couvre-t-elle la discrimination ?

OUI

La politique de l'entreprise couvre-t-elle la prévention des accidents ?

OUI



C6 Informations complémentaires sur les effectifs de l'entreprise – Politiques et procédures en matière de droits de l'homme

Autres thèmes couverts par la politique de l'entreprise

L'entreprise dispose-t-elle d'un mécanisme permettant aux salariés de déposer des plaintes relatives aux droits de l'homme et aux conditions de travail ?

OUI



C7 Incidents graves en matière de droits de l'homme

L'entreprise a-t-elle confirmé des incidents graves au sein de son personnel liés au travail des enfants ?

NON

L'entreprise a-t-elle confirmé des incidents graves au sein de son personnel liés au travail forcé ?

NON

L'entreprise a-t-elle confirmé des incidents graves au sein de son personnel liés à la traite des êtres humains ?

NON

L'entreprise a-t-elle confirmé des incidents graves au sein de son personnel liés à la discrimination ?

NON

Autres thèmes concernant des incidents graves confirmés relatifs aux droits de l'homme



C7 Incidents graves en matière de droits de l'homme

Description des actions mises en œuvre pour gérer les incidents confirmés

Incidents graves en matière de droits de l'homme dans la chaîne de valeur et auprès des parties prenantes externes

L'entreprise n'a pas connaissance d'incidents confirmés impliquant des travailleurs de la chaîne de valeur, des communautés affectées, des consommateurs ou des utilisateurs finaux



Gouvernance

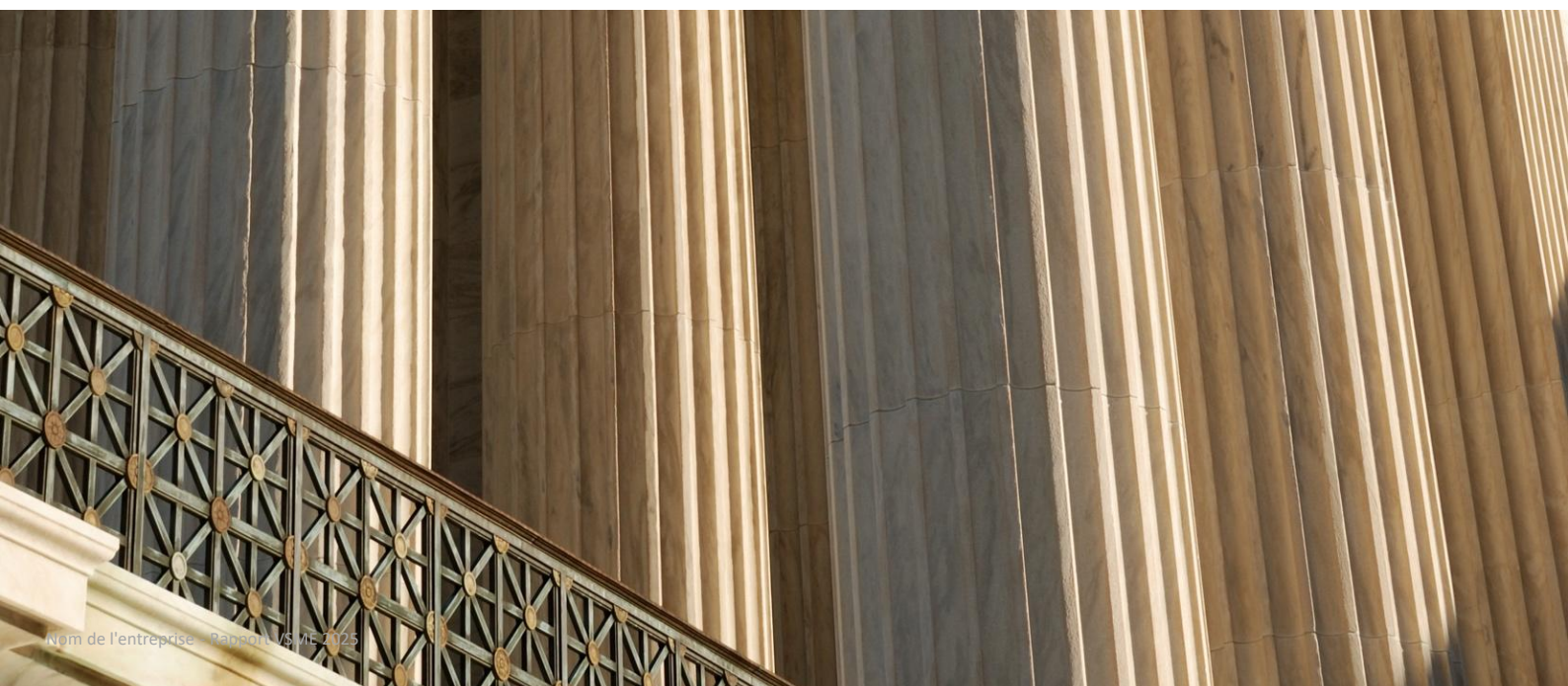
B11 Condamnations et amendes en matière de lutte contre la corruption et les actes de corruption

C8 Recettes de certains secteurs et exclusion des indices de référence de l'UE

C8 Recettes de certains secteurs et exclusion des indices de référence de l'UE

C9 Ratio femmes/hommes au sein de l'organe de gouvernance

Les métriques de gouvernance permettent d'évaluer la manière dont notre entreprise est dirigée, contrôlée et responsabilisée. Elles apportent une vision claire et factuelle de nos pratiques de gouvernance, renforcent la crédibilité de notre démarche, soutiennent la confiance des parties prenantes et contribuent à une gestion transparente et durable de l'entreprise.





B11 Condamnations et amendes en matière de lutte contre la corruption et les actes de corruption

Nombre de condamnations pour violations des lois anti-corruption

0 condamnations

Montant total des amendes infligées pour corruption

0 euros



C8 Recettes de certains secteurs et exclusion des indices de référence de l'UE

Chiffre d'affaires issu des armes controversées (Mines antipersonnel, sous-munitions, armes chimiques, biologiques)

0 euros

Chiffre d'affaires issu du tabac

0 euros

Chiffre d'affaires issu des combustibles fossiles du charbon

0 euros

Chiffre d'affaires issu des combustibles fossiles du pétrole

0 euros

Chiffre d'affaires issu des combustibles fossiles du gaz

0 euros

Total du chiffre d'affaires issu des combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz)

0 euros

Chiffre d'affaires issu des pesticides et produits agrochimiques

0 euros



C8 Recettes de certains secteurs et exclusion des indices de référence de l'UE

L'entreprise est-elle exclue des indices de référence « Accord de Paris » de l'Union ?

NON



C9 Ratio femmes/hommes au sein de l'organe de gouvernance

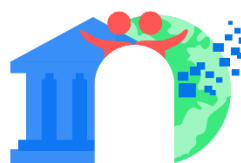
Ratio de mixité au sein de l'organe de gouvernance

0.125



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



PORTAIL RSE

Rendez-vous sur portail-rse.beta.gouv.fr